

Les perspectives de l'éducation à l'ère de la mondialisation

La lutte contre la déperdition scolaire

Générique 0'15

Lecture : “ Nous sommes en 1750 dans le petit village de Toufouré: Aujourd'hui, aux premières lueurs de l'aube, les tambours se mettent à résonner car les récoltes sont maintenant terminées. C'est la fête des moissons. Sept jours de réjouissances commencent. Tous se précipitent vers le fromager où se trouvent les joueurs de tambour. Un à un, les villageois entrent dans la danse.....

Générique (avec tambours)

Les perspectives de l'éducation à l'ère de la mondialisation, la lutte contre la déperdition scolaire au Togo. Une co-production de Radio Lomé, Radio Horizon et la Deutsche Welle.

Son Fille Gbatopé: (0'25) “ Je fréquente l'école pour devenir une meilleure dans ma famille, pour découvrir beaucoup de choses, pour connaître ce qu'il y a dans la nature, pour découvrir tout ce qu'il y a dans les livres, pour traverser les frontières et connaître les pays étrangers. Si j'ai la possibilité, je vais aider ma famille.

(mixer son arbre)

Cette jeune fille de Gbatopé n'est pas représentative de toute la jeunesse au Togo, pays situé sur la côte ouest du continent africain, et qui s'étire entre le Ghana, le Bénin et le Burkina Faso. 80% de la population active travaille dans le secteur agricole. Par conséquent, de nombreux parents sont tentés d'employer leurs enfants aux champs plutôt que de les envoyer en classe.

Son champs (0'20)

Mensah Akouété, maître à l'école catholique de Gbatopé:

Son Akouété (0'12): Les parents viennent d'abord, ils viennent pour demander permission, parce qu'ils ne peuvent pas demander devant les enfants, mais eux viennent seuls pour dire que bon ils vont les utiliser aux champs.

Hyacinthe Ahebla, directeur du CEG de la paix à Tsévié, confirme le phénomène:

Son Ahebla: (0'35) "La déperdition est devenue un fait réel, disons chaque année de faVon plus accentuée. Les causes ne sont pas systématiquement les mêmes chez les garçons et chez les filles, non les causes sont un peu variées. Si nous prenons par exemple le côté des garçons, il y a certains enfants qui par complaisance abandonnent les cours. Si on remonte un peu pour voir ce qui se passe, on se rend compte que parfois c'est au niveau des familles, c'est à dire des familles où les parents ne sont plus ensemble, où la gestion des enfants devient un problème, il y a plein de choses".

Tambours 2

Même si, en certains endroits, les enfants sont de plus en plus nombreux à répondre à l'appel quand le tambour bat quotidiennement l'entrée dans les classes, le phénomène de la déperdition scolaire - redoublements, abandons, absentéisme et non scolarisation- est inquiétant, avec des disparités selon les milieux. Il faut dire qu'avec 30% du budget de l'éducation, le secteur primaire public n'a pu faire face à la demande en progression. Aussi, l'enseignement privé s'est accru, financé par des fonds privés et des frais de scolarisation plus élevés que dans le public. Les écoles publiques de leur côté, ont recours à des enseignants contractuels rémunérés de plus en plus souvent par les parents d'élèves grâce à des cotisations parallèles. Enfin, des écoles communautaires commencent à se développer. Elles sont financées presque exclusivement par les communautés.

Musique togolaise (0'10) Mensah Break

Selon les statistiques, 55% des filles et 78% des garçons étaient inscrits au primaire en 2000. Mais seuls 6% des filles et 10% des garçons ont réussi à poursuivre jusqu'en 6ème sans redoublement, le taux d'abandon au 1er degré étant d'environ 11% pour les garçons et de

14% pour les filles. Le phénomène de la déperdition touche donc plus particulièrement les filles, comme le confirme Raphael Maglo, directeur d'école primaire publique à Tsévié:

Son Maglo (0'43): "La jeune fille ne va plus à l'école dans notre région. Lorsque nous prenons les statistiques depuis le CP1, déjà arrivés au cours moyen 2, on constate que le nombre de filles inscrites à la première année diminue des trois quarts. Les trois quarts n'arrivent même pas au CM2, et en sixième c'est le tiers qui arrive là et en troisième, l'effectif diminue complètement. Et quand vous rentrez au lycée, c'est amer. Si on suit le cours des élèves, des jeunes filles qui sont inscrites depuis l'école primaire jusqu'en terminale, on constate que peut-être le dixième arrive en seconde et jusqu'en terminale on ne trouve que peut-être cinq pour cent des élèves inscrites.

Aujourd'hui beaucoup des jeunes filles qui n'ont pas fréquenté l'école le regrettent. C'est le cas de cette jeune serveuse de bar à Tsévié:

Son fille Kazio (éwé): "Mes parents n'avaient pas de moyens pour m'envoyer à l'école. Aujourd'hui je ne sais ni lire ni écrire, et j'en ai compris l'importance lorsque j'ai reçu un chèque que je n'ai pu déchiffrer. Je suis allée de maison en maison pour trouver quelqu'un qui m'aide. J'en ai vraiment eu honte, et du coup j'ai décidé d'envoyer mes deux filles à l'école".

Jingle (0'10) Tradi 6

Il faut dire que la tradition joue encore un rôle important. Raphael Gnamata, chef traditionnel, en sait quelque chose:

Son Gnamata/Son coq (0'25): "Effectivement dans nos milieux, le problème qui se pose, c'est que nos parents n'aiment pas envoyer surtout les filles à l'école parce qu'on se dit qu'elles sont faites pour le foyer, elles sont faites pour la cuisine, si bien que moi dans ma famille si on évalue ceux qui ont été à l'école, sur dix à peine deux filles, je dis bien à peine deux filles l'ont été.

Son coq

Il est donc important de revoir la valeur de la femme dans la société, comme le souligne Pierre Dokou, chef de division promotion féminine des affaires sociales région maritime à Tsévié:

Son Dokou (0'32): “Nos activités se limitent aux tournées de sensibilisation auprès des populations d'informations sur la valeur de la femme dans la société. Nous mettons l'accent sur l'éducation qui pendant longtemps a écarté les filles et on les encourage également à éviter de mettre les filles surtout dans les couvents pour devenir des féticheuses, à les laisser à la maison pour servir au ménage ou comme productrices d'enfants“.

Chant: école pas une prison 0'40

Les responsables de l'Etat sont conscients de l'ampleur du phénomène tant à la campagne qu'à la ville. Suzanne Aho, ministre de la santé :

Son Aho 2 : (0'24) Les communautés pensent que du fait du statut de la jeune fille, elle n'a pas le droit d'aller à l'école, parce que pour eux, aller à l'école, c'est une perte de temps, c'est du gaspillage, parce que de toute façon elle va trouver quelqu'un pour lui faire un enfant, elle va se marier et **elle ne va pas pérenniser pas** le nom de la famille.

Le problème, c'est que les filles ont des difficultés à se faire entendre. Raphael Maglo:

Son Maglo (0'38): “Les parents ne nous écoutent pas, c'est à dire en principe nous devons dialoguer à la maison avec les parents et dire bon moi, j'aime ceci j'aime cela, et ensemble ils vont s'entendre sur un point de vue pour que l'enfant puisse en tirer profit. Mais dans notre milieu ici, nous parlons de droit d'aïnesse, ce que le plus âgé dit, c'est ce que le petit doit respecter. Donc, il y a certaines choses qu'ils ne respectent pas, ce qui fait que les parents ne sont pas à l'écoute des enfants. Cela freine aussi l'évolution de ces jeunes filles dans leur fréquentation“.

C'est ainsi que de nombreuses jeunes filles sont victimes d'abus sexuels. Suzanne Aho:

Son Aho (0'32): “ Il leur est difficile de parler de sexe, parce que le sexe est tabou en Afrique et l'éducation que nous donnons à nos enfants ne leur permet pas d'en parler librement. Alors

il ne peuvent pas non plus se défendre et il y a l'autorité qui est là, c'est peut-être le père, le voisin, le tailleur d'à côté ou bien l'enseignant qui exerce son autorité sur l'enfant et l'enfant ne peut plus rien dire, elle ne fait que subir.

Jingle Ammy Coco „ Ne pleure pas“ 0'34

Son Aho 12: (0'40) “ Alors en fait, les enfants sont perçus comme des objets de troc, des valeurs marchandes qu'il faut donner contre un vélo, une radio-cassette, et aujourd'hui on les donne contre un groupe électrogène ou alors on les donne pour aller vers le Gabon parce que le Gabon est considéré comme l'Eldorado en Afrique et il faut que cet enfant rapporte de l'argent. Donc vraiment c'est un profit pour ce qu'on appelle des tantines ou des placeuses et je parle en fait de l'esclavage des temps modernes“.

Dédé, une jeune fille aujourd'hui mère d'une enfant de huit ans en a fait la triste expérience:

Son Dédé (0'26) “J'étais au Gabon, il y a une femme qui m'a emmené là-bas, je faisais des gateaux. Elle était méchante avec moi, elle m'a maltraitée, c'est pour ça que je suis revenue. Quand elle m'a emmenée, elle a dit à Maman que si je vais travailler avec elle, elle va payer à la fin du mois donc maman a demandé: elle me paye?, elle a dit non, qu'elle n'a pas trouvé l'argent. Mais je suis restée avec elle. Maintenant elle m'a cherché un garçon, pour que je me marie avec lui pour vivre. Mais quand j'ai eu la grossesse, elle m'a dit que je dois partir chez maman, c'est là qu'elle m'a renvoyée“.

Chant écoliers 0'25

Peut-être plus encore que la tradition, le facteur économique joue un rôle capital dans la déperdition scolaire. Parfois, les frais de scolarité représentent l'essentiel du revenu mensuel moyen. Hyacinthe Ahebla:

Son Ahebla: (0'38) “Les frais scolaires constituent prioritairement l'une des causes de la déperdition scolaire dans l'ensemble parce qu'à partir du moment où on commence à renvoyer les enfants pour venir verser les frais scolaires, certains partent pour de bon. Ils ne reviennent plus. Et quand nous faisons un peu d'investigations, effectivement, on se rend compte que certains enfants n'ont vraiment pas les moyens de payer les frais scolaires.

Chaque jour presque, il y a des mamans qui viennent pleurer comme quoi: admettez mon enfant en attendant que... jusqu'à la fin de l'année nombreux sont les gens qui n'arrivent jamais à verser ces deux mille huit cent“.

Enyonam est coiffeuse, et si aujourd'hui elle ne maîtrise pas le français, parce qu'elle n'est pas allée à l'école, c'est dû au fait que ses parents n'en n'avaient pas les moyens.

Son Enyonam: (éwé) “ Depuis que j'ai abandonné les classes, je suis restée avec une tante et je l'aidais à vendre au marché. Jusqu'au jour où j'ai rencontré l'ONG Famme qui m'a mise en apprentissage et m'a aidé à ouvrir mon salon“.

Famme, force en action pour le mieux-être de la mère et de l'enfant est une ONG qui s'adresse à toutes les femmes et jeunes filles défavorisées. Elle tente d'améliorer leurs conditions de vie par des programmes de santé, d'auto-promotion et d'éducation. Essi, une autre bénéficiaire de cette ONG, est elle aussi consciente de la nécessité d'éduquer les enfants:

Son Essi:“ Comme je n'ai pu fréquenter l'école, si aujourd'hui j'ai un enfant, je ferai tout pour qu'il aille à l'école car aujourd'hui tout est en rapport avec les nouvelles technologies, et nécessite d'être lettré.“

Jingle flûte (0'15)

Pour certains pourtant, le sacrifice est important, comme l'explique ce paysan d'un village du Zio:

Son cultivateur/ Son champs : (0'20) “Pour nous les cultivateurs, nos revenus, on n'a pas de marché où on peut écouler nos produits. C'est ce qui fait que les paysans n'ont pas assez d'argent. Du fait du manque de fonds, les enfants ne sont pas assez suivis. Les enfants sont laissés à eux-mêmes. Il y a des parents qui ne savent même pas quelle école son enfant fréquente.“

Alors bien sûr, les enfants laissés pour compte, qu'ils soient de la ville ou venus de la campagne, s'exposent à des risques multiples. Susanne Aho:

Son Aho 3: “Nous encadrons beaucoup de garçons de la rue qui sont exposés à la délinquance juvénile puisqu’on les a poussé sur la voie de la délinquance et ils sont aussi sujets à la toxicomanie, au sida, à l’exploitation du tourisme sexuel et ces enfants là, en fait, quand ils vont grandir, ils vont rééditer la violence des parents et ça va faire un phénomène de boule de neige: ils auront aussi des enfants violents, et tous ces enfants, je suis désolée de le dire, ils représentent vraiment des dangers publics. Si on ne s’occupe pas d’eux, ils vont s’occuper de nous”.

Certes, l’éducation ne suffit pas à elle seule à éradiquer la pauvreté, mais tous sont d’accord qu’elle est indispensable. Alors la gratuité de l’enseignement scolaire serait-elle une solution? C’est ce que préconise Koffi Tcharié, directeur du complexe scolaire privé la Bruyère, à Lomé:

Son Tcharié: “ Oui, si on peut proposer, si le gouvernement avait les moyens, c’est vraiment la gratuité de l’école”.

Hyacinthe Ahebla, directeur de CEG, partage cet avis:

Son Ahebla: (0’50) “Si l’Etat faisait encore plus d’efforts pour alléger les frais scolaires, je crois que ça irait. En dehors des frais scolaires, nous avons parlé des cotisations parallèles, voyez-vous les cotisations parallèles alourdissent encore les frais scolaires. Mais pourquoi les cotisations parallèles? Parce que les moyens qui reviennent aux établissements pour leur gestion paraissent insuffisants. Et au niveau de notre établissement actuel, nous avons deux professeurs de mathématique engagés par l’établissement, c’est à dire que c’est l’établissement qui doit les payer chaque fin de mois et nous avons un gardien pris en charge par l’établissement, cela fait que l’établissement doit faire des cotisations parallèles pour pouvoir compléter ce que l’écolage nous rapporte en ristourne, sinon nous ne pourrions pas gérer vraiment de façon sereine l’établissement”.

Réponse du secrétaire permanent du Conseil Supérieur de l’éducation Nationale, Yao Bagnabana:

Son Bagnabana: (0’35) “ Nous avons eu une réforme de l’éducation qui a préconisé l’école gratuite en principe, si on a les moyens. Mais depuis la mise en oeuvre de cette réforme, je ne

crois pas que l'éducation au Togo ait été gratuite, mais on a adopté quand même certaines mesures dites discriminatoires en faveur des filles où l'écolage des filles est réduit par rapport à celui des garçons“.

Mais inscrire simplement les enfants à l'école ne suffit pas. Encore faut-il leur dispenser une éducation de qualité qui les prépare à la vie en leur offrant un apprentissage efficace qui leur donne les compétences nécessaires pour devenir autonomes.

Pause musicale Susu Bilibi

De toute évidence, l'Etat entend impliquer davantage les communautés dans la gestion de l'éducation. Yao Bagnabana:

Son Bagnabana: (0'48) “ Je m'emploie à expliquer aux parents d'élèves ce qui les attend parce que nous sommes entrés dans une ère démocratique et lorsque les communes urbaines et rurales vont être opérationnelles à cent pour cent, ce sont ces communes là qui prendront en compte les problèmes d'école. Et donc les enseignants, les bâtiments scolaires, tout cela sera à la charge des communes. Et qui fait rentrer l'argent dans les caisses des communes? Ce sont les citoyens. Ils investiront beaucoup plus qu'ils n'investissent maintenant parce que c'est leurs contributions qui serviront à entretenir et le fonctionnement et l'entretien des bâtiments et le salaire des enseignants. Le gouvernement peut donner des subventions, mais la vie de l'école, ce sont les parents d'élèves“.

Raphael Gnamata, chef traditionnel, est lui aussi d'avis qu'il faut davantage impliquer les parents:

Son Gnamata/ oiseaux: (0'20) “Dans mon village, il y a le CVD (comité villageois pour le développement). C'est un groupement de villageois pour le développement, et de temps en temps, on réunit les parents pour leur faire comprendre que le fait d'envoyer son enfant à l'école, c'est une bonne chose. Sinon, bon, on a la volonté dans nos milieux de faire quelque chose de mieux. C'est les moyens de bord qui nous manquent.“

Balakyem Touh, députée à l'assemblée nationale, met elle aussi l'accent sur le rôle capital de la sensibilisation des parents.

Son Touh: (0'28) “Je dirais qu’il faut une sensibilisation à la base, il faut sensibiliser les parents, il faut que les parents comprennent que c’est pour leur propre bien et que l’éducation ne s’arrête pas à la maison, aux champs. L’éducation, c’est pour toute la vie de l’enfant. Donc si on limite les naissances, et que les parents comprennent qu’il faut faire moins d’enfants et assurer leur éducation, cela pourra nous aider.”

Autre solution: promouvoir l’initiative privée. Même les femmes qui exercent aujourd’hui des activités commerciales au marché par exemple, reconnaissent la nécessité d’acquérir un bagage d’instruction à l’école. Evelyne Trenou, présidente de l’association des femmes chefs d’entreprise du Togo:

Son Trenou: (0'46)“ Déjà à l’école, on nous incitait à créer nous même, de ne pas attendre quelqu’un, créer sa propre entreprise, si bien qu’il y avait une entreprise toute faite qui marchait, c’était la vente de pagnes de ma mère. J’ai décidé de rester avec elle et de gérer cette affaire avec elle, et ca fait vingt cinq ans que je suis rentrée, je travaille dans ce milieu du textile. Pour moi, c’est un impératif: il faut aller à l’école pour avoir une culture, on a besoin d’avoir un minimum de niveau pour mieux gérer sa famille, pour mieux surveiller ses enfants, pour comprendre et même orienter nos enfants, ca vous sert pour votre vie quotidienne.”

La promotion d’activités génératrices de revenus serait également une solution, ce à quoi s’emploie le ministère des affaires sociales appuyé notamment par l’Unicef. Pierre Dokou:

Son Dokou: (0'26) “Nous menons des activités génératrices de revenus avec des prêts aux femmes mères de famille pour qu’elles puissent avec leurs recettes inscrire leurs enfants, surtout leurs filles, à l’école et ces prêts sont renouvelables tous les six mois ou bien par an. Et au niveau de la région maritime, nous avons 12 centres de nutrition infantile qui font de ces prêts.”

Mis à part l’Unicef qui soutient le Togo pour l’élaboration d’un plan national d’éducation pour tous, de nombreuses ONG sont actives sur le terrain. C’est le cas de Plan, une organisation financée par 15 pays donateurs, dont le siège est en Grande-Bretagne. Stéphanie Conrad est représentante résidente de Plan Togo:

Son Conrad: (0'50) “Nous cherchons à renforcer la capacité financière des familles du village pour assurer qu’elles peuvent prendre en charge les frais de scolarisation, parce que c’est quand même une question de pérennité et on ne veut pas être cause d’une certaine dépendance de certaines familles, on ne veut pas payer directement les frais scolaires pour une famille individuelle parce que il vaut mieux renforcer la capacité productive de cette famille pour améliorer la production agricole par exemple ou bien pour ouvrir des marchés pour que la famille puisse vendre des marchandises. Donc dans ce sens, nous voyons vraiment le développement communautaire au lieu du développement d’une famille individuelle pour faire le développement durable“.

Jingle (0'20) Afia Mala Von Von

Son Conrad (1'08): “Nous travaillons avec les comités villageois et en même temps, Plan voit également les enfants comme partenaires au niveau du développement et là bien sûr, pour nous, les enfants sont également partenaires dans la lutte contre le trafic des enfants. Par exemple à Sokodé, nous avons maintenant commencé un projet où les enfants forment des comités scolaires qui veulent lutter contre le trafic des enfants parce que ce sont les enfants qui connaissent très bien où sont les risques, qui peuvent informer les autres enfants, qui savent où sont peut-être les passeurs, les trafiquants tout ça, et qui peuvent être très actifs dans cette lutte là. Ce projet est un résultat des discussions avec les enfants, ça veut dire ce sont les enfants qui sont venus avec ces idées là parce que ce sont eux qui vraiment savent très bien la réalité du village et qui sont là avec leurs idées et qui peuvent nous dire vraiment que faire. C’est pourquoi j’ai beaucoup d’espoir que ça va être un projet avec beaucoup de succès parce que les enfants sont les meilleurs avocats pour leurs propres droits.“

Les enfants sont en effet très motivés et conscients des bienfaits de l’école:

Son élève ignorant/ huissier (0'10): “ Si tu ne viens pas à l’école pour bien vivre, on va te dire que tu es un ignorant“./ „, Moi, je veux devenir un huissier“ - **Applaudissements**

Son brouhaha enfants en fond sonore!

Cet instituteur de l’école primaire publique du camp à Lomé, confirme la détermination des enfants:

Son instituteur (0'19): "Les enfants ont la volonté, ils sont tous enthousiasmés et ils participent tous à la leçon, les filles autant que les garçons, mais ici, j'ai constaté que dans la classe, les filles sont plus nombreuses que les garçons. Mais dans d'autres classes, ce sont les garçons qui sont majoritaires. Donc, ça prouve que ça dépend des milieux".

Son instit./ „, un moins un“ (0'15)

Chant 100% (0'30)

En dépit des diverses difficultés rencontrées au cours de leur cursus scolaire, de plus en plus de jeunes atteignent les amphithéâtres de l' Université. Lis Nimtou Djamie, étudiante, prouve que, malgré les embûches, c'est possible d'y arriver.

Son Lys: (1'01) " Moi toujours en classe, depuis que j'ai commencé, avec toute humilité, je pourrais dire que j'ai toujours été la première de ma classe partout où je passais. Notre professeur a pris l'exemple, il a dit: il y a une fille, Djamie, elle est en 1ère A4 2, c'est une fille qui se bat beaucoup, vous voyez, il y a des filles qui peuvent réussir comme elle, pourquoi est-ce qu'il y a des parents qui ne veulent pas envoyer leurs filles? Et quand il dit ça, les garçons disent heu, heu ... Alors j'ai trouvé un stage ici à la Radio Nationale, j'ai commencé le stage et cette année, ils ont créé une école de journalisme. J'ai pas trop les moyens d'y aller sincèrement, mais je me suis inscrite parce qu'ici je suis pigiste, je dois percevoir un petit salaire à la fin du mois en plus d'une petite aide de mes parents pour payer l'école qui est un peu élevée. Là je me sacrifie autant pour faire ça, c'est pour devenir plus tard une journaliste très célèbre et puis ça me conduit tout droit dans la politique parce que je serai une haute autorité, une diplomate, peut-être même que vous apprendrez plus tard que la future secrétaire générale des Nations Unies, c'est Djamie Nimtou! (rire)".

Chant: "Oh Togolais... (0'35)

C'était: "les perspectives de l'éducation à l'ère de la mondialisation, la lutte contre la déperdition scolaire", une co-production de Radio Lomé, la première radio nationale du Togo, Radio Horizon - la voix du Zio- et la Deutsche Welle - Radio télévision internationale de

l'Allemagne, avec la collaboration respective de Désiré Komou, Nathalie Bamana, Mireille Dronne et Samuel Yandja à la technique.

Générique fin Anni Coco: Akoua 0'35